country French	Indo China	DATE:	
SUBJECT Provisi and Cam	onal Modus Vivendi betwee bodia	INFO.	25X1A
ORIGIN	25X1A6a	SUPPLEMENT	25X1X

"ACCORD FIXANT LE MODUS VIVENDI PROVISOIRE ENTRE LA FRANCE ET LE CAMBODGE

En attendant que puisse intevenir une modification des traites fixant la base des relations entre la France et le Cambodge, le Modus Vivendi entre les deux pays est provisoirement determine comme suit, dans le cadre de l'accord etabli par l'echange des lettres des 9 et 13 novembre 1945 entre S.M. le Roi du Cambodge et le Haut Commissaire de la France pour l'Indochine:

A. LE COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE

Le Commissaire de la Republique francaise au Cambodge a les deux principales attributions suivantes:

- Il represente la France et la Federation Indo-chinoise au Cambodge,
- 2. Il est en cette qualite le Conseiller de S.M. le Roi Cambodge;

De ce fait les pouvoirs suivants doivent notamment lui etre reconnus:

1. En tant que Representant de la France et de la Federation Indo-chinoise au Cambodge:

Il est charge de veiller en accord avec le Gouvernement Cambodgien, au maintien de l'ordre public et peut requerir la Force armee Française Stationee au Cambodge;

Dans le limite de la competence qui lui est conferee par la legislation en vigueur, il prend les textes reglementaires interessent les Français, les etrangers et les Indochinois des autres pays de la Federation; il veille a leur application ainse qu'a celle des reglement federaux. Il est le Chef des services Français dan le pays; il a sous ses ordres directs les Conseillers Français places aupres des Ministres et certains Chefs de service Cambodgiens ainsi que les Conseillers regionnauz, ces Conseillers etant nommes classification confidential control sofficials only

25X1A9a

													There was been dear the state of the same	
ADSO	X	A DEP.	X	FBT		SPDF		VTO						
DADSO		FBK		FBV		SPDS		B DEP.						
EXEC.		FBL.		FBX		SPOT		CFCB			T		لـــــــــــــــــــــــــــــــــــــ	
CONTROL		FOM App	rov	éd2For Rel	ea:	6C2003/10/	08	: CRA-RDP8	2-	00457R00020	02	60004-1		
FLANS	¥.	FEP	},	SPDA	-	TRE		and and designed about the designed	, .	25X1A9	- 6	1	25X1	A8a

25X1A2a

-2-

par lui.

2. En tant que conseiller de Salto le Roi du Cambodge

Il est personnellement le Conseiller de S.M. Sa Majeste lui accorde audience lorsqu'il en fait demande; Il a quelite pour assister, egalement sur sa demande, au sceance du conseil des Ministres. A cet effet liprdre du jour

de chaque sceance lui est communique au prealable;

Il propose au Gouvernement Cambodgien les Fonctionnaires Francais necessaires pour la bonne marche des services techniques

dependant de ce Couvernement; Il donne son attache aux textes et actes legislatifs et reglementaires aux proclamations et aux circulaires et instructions de portee generale relatives a l'interpretation de ces textes ainque (sic) S.M. le Roi;

En cas de desaccord entre le Ministre ou un Chef de service Cambodgien et le Conseiller, expert, place aupres de lui, ila qualite pour connaître du différend et pour intervenir, en vue de son reglement aupres de S.M. ou. aupres du Gouvernement Royal.

B. CONSEILLERS AUPRES DES MINISTRES ET LES CHEFS DES SERVICES CAMBODGIENS

Chaque Ministre a aupres de lui au moins un Conseiller Francais plusieurs de ces Conseillers pouvent etre prevus lorsque les attributions du Ministre son multiples et exigent des connaissances techniques trop variees,

La liste de ces Conseillers est provisoirement arrêtée comme suit:

Le min1stere de l'education Nationale et de Propagande:

Un Conseiller a l'education Mationale. Un Conseiller at la Propagande

2. Le Ministère de la Justice:

Un Conseiller

Le Ministère de l'Interieur et la Defense l'ationale:

Un Conseiller a l'Interieur Un Conseiller pour l'organisation de l'Armee Cambodgienne

4. Ministere de la Sante, des T.P./des Communications:

Un Conseiller a la Sante Un Conseiller aux T.P. et Communications;

5. Ministere des Cultes et des beaux-Arts:

Un Conseiller

Ministère de l'Economie Nationale:

Un Conseiller

Ministere des Finances:

Un Conseiller;

En outre, tout chef de service dependant de ces Ministères et

CENTRAL INTELLIGENCE GROUP

-3-

25X1A2g

aupres de lui, lorsqu'il est Cambodgien, un Conseiller technique ou un expert Français.

Le choix du Directeur Français ou Cambodgien de chaque service, est arrête apres accord entre le Ministre competent et le Commissaire de la Republique Française.

Les attributions des Conseiller sont les suivants:

1. Conseiller aupres des Ministres.

Ils aident les MINISTRES supres desquels ils son places, dans l'etude des questions de tous ordres de leur competence. A cet effet toutes facilités doivent leur etredonnées pour aient complete connaissances des elements d'appreciation concernant ces questions.

En particulier, ils sont obligatoirement consultes avant signature sur tous les textes, actes reglementaires, ainsi que les circulaires et instructions de portee generale relative a l'interpretation de ces textes.

Sur tous les cas d'espece interessant les citoyens Français ou sujets et proteges Français non Cambodgiens et des etrangers.

Sur certains engagements de depenses dans des conditions qui seront precisees ulterieurement.

Les avis des Conseillers peuvent en outre prendre l'iniative des suggessions, toujours sous forme de simple avis, dans toutes les circonstances ou le juge utile pour le bien du Royaume et de la Federation.

Ils ont dans chaque Ministère un bureau de travail.

Les depenses de personnel et de materiel resultant de leur presence sont a la charge du Budget General.

2. Conseillers Techniques ou Experts

Ils aident de leurs avis et conseils les Chefs de services aupres desquelqu'ils sont places et doivent avoir toutes facilites leur permittre de remplir effectivement leur role.

Leurs avis sont adresses directement aux chefs de services interesses, copie en stait immediatement communiquee aux consaillers aupres du Ministre competent.

En cas de desaccord entre un Chef de service et le Conseiller ou un expert place aupres du Ministre interesse, il doit etre saisi du differend pour intervenir en vue son reglement par le Ministre.

Les cas ou l'intervention du Conseiller technique ou expert sera obligatoire, seront determines par une decision du Ministre competent prises apres accord du Commissaire de la Republique.

Chacun des Conseillers techniques ou experts aura un bureau de travail dans les locaux du service interesse.

Les depenses de rersonnel et de materiel entrainees par l'assistance des Conseillers techniques ou experts, sont a la charge du

WAS A ALMER AND WAS ARREST OF THE CONTRACT OF

CENTRAL INTELLIGENCE GROUP

-4-

25X1	A2q

Budget general, sauf les cas ou ils assurent l'emploi de Chef de service, les depenses etant alors assurees directement par le Couvernement Cambodgien.

C. CONSEILIERS REGIONNAUX

Les anciens Residents de France, Chefs des 14 provinces du Cambodge qui exercaient un controle sur l'administration Cambodgienne, et lui donnaît l'impulsion, son supprimes. Desormais le Commissaire de la Republique Francaise nomme des Conseillers pour chacune des six regions indiquees ci-dessous ainsi que la ville de Pnom-penh:

- 1. Region Sud (Maritime): Kampot et Takeo
- 2. Region Sud (Mekong): Kandal et Kg. Speu
- 3. Region Sud (des Laos): Kg. Chang et Purset 4. Region Nord (des Laos): Siemreap et Kg. Thom
- 5. Region Est (Mekong): Preyvang et Avay-Rieng
- 6. Region Nord (Mekong): Strung-Treng, Kratie et Kamponcham

7. Ville de Pnom-penh

Chaque Conseiller regional a les attributions suivantes:

Il aide des avis et conseils les chauvaykhets et les presidents de Sala-Damraung de la region pour toutes les questions que ceux ci lui soumettent ou dont il lui paraît utile de les entretenir. A cet effet, il a acces a tous moments dans les bureaux des khets et des Sroks ainsi que dans les tribunaux, et doit sur sa demande obtenir sur place communication de tous les documents lui permettant de remplir efficacement son role.

Il estobligatoirement consulte:

Sur tous les Daikas et circulaires de portee generale des Chauvaykhets auxquels il donne son attache.

Sur l'etablissement des budgets provinciaux et communaux de la region egalement soumis a son avis avant presentation aux assemblees;

Sur certains engagements de depenses incombant a ces budgets en des conditions qui seront precisees ulterieurement.

Sur tous les cas d'espece interessant les citoyens Français des sujets ou protejets Français non Cambodgiens ou des etrangers. Ses avis n'ont pas forme imperative copie en est adressee au Commissaire de la Republique, au Ministre de l'interieur ou au Ministere de la Justice et eventuellement a tout autre Ministere interesse.

Il assiste aux conferences des Chauvauroks chaque fois qu'il le juge utile ou que demands lui est faite par un Chauvaykhet, l'ordre du jour de chacune de ces conferences devant lui etre communiquee au prealable. Il assiste egalement aux reunions des assemblées provinciales de la region et peut y prendre parole.

Il forme periodiquement, le Ministère de l'Interieur, et le Ministère de la Justice des constatations qu'il a pu touchant l'administration des Khets et le fonctionnement des sala-Damraung, copie de ces rapports est adressee par lui au Commissaire de la Republique.

Approved For Release 2003/10/08: CIA-RDP82-00457R000200260004-1

CENTRAL INTELLICENCE GROUP

25X1A2g

-- ^Fj ---

En casa de desaccord entre le Conseiller regional et un Chauvaykhet ou un President de la Sala-Damraung, le differend est porte par le premier aupres du Commissaire de la Republique en vue de son reglement en accord avec le gouvernement Cambodgien.

Dans chaque sala-khet un bureau doit etre reserve au Conseiller regional.

Dan l'etendue d'une region et si l'importance des affaires le necessite, le Conseiller regional est assiste d'un ou plusieurs conseillers adjoints qui agissent aupres de l'autorite Cambodgienne sous sa responsabilite et en vertu de sa delagation.

Le Conseiller regional est le Delegue du Commissaire de la Republique et il est charge a ce titre de la sauvegarde des interets Français et federaux.

Les depenses de personnel et de materiel resultant de la presence de ces conseillers sont a la charge du budget general.

L'administration de la ville de Pnom*penh sera determinee par une convention speciale.

D. ORGATISATION DES SERVICES AU CAMBODGE

Les services peuvent etre divises en deux groupes:

- 1. Les services Generaux c'est a dire les services dont l'importance depasse le cadre du Cambodge et dont l'activite concerne seulement les interets generaux.
- 2. Les services locaux qui doivent rester dans le cadre de l'administration du royaume.

1. SERVICES GENERAUX

a) Enumeration:

Justice Francaise,
Tresor,
Douanes et Regies,
Etats civils Francais et Etrangers,
PTT. Radiophonie, Radiotelegraphie,
Meteorologie,
Chemis de fer,
Hypotheque, Domaine, timbre, Enregistrement,
Archives et Bibliotheques,
Instituts Scientifiques,
Surete generale,
Mines et Industries,
Offices Federaux.

b) Organisation: Les services fonctionnant dans le cadre de l'administration Cambodgienne sous les ordres du Ministre competent est place un chef pour chaque province et éventuellement un expert Français. Certains services techniques, particulierement le service des travaux public, ont toute fois un caractere mixte et doivent executer ou controler les travaux decides par le gouvernement federal. Dans ces circonstances les chefs de ces services doivent informer le Ministre dont ils relevent, des projets adoptes par le gouvernement Federal et transmettre

CENTRAL	IMPRO	TOPMOR	CROTTO
VIII. Little in		. LLLUFFINI LADE	unuur

25X1A2g

-6-

eventuellement les observations et les vieux formules par le gouvernement a leur sujet.

- c) Installation Materielle: Dan les anciens locaux de services qui pouront a cette fin etre cedes au Gouvernement Cambodgéene.
- d) Point Financier: Au point de vue financier, recettes et depenses de ces services s'appliqueront au budget du Royaume. Seuls les Conseillers aupres des Ministres sont payes par le Budget federal.

Le Commissaire de la Republique Française au Cambodge agissant au nom du Haut Commissaire de France pour l'Indochine et le Premier Ministre au nom du Gouvernement de S.M. le Roi du Cambodge, donnent leur accord a l'établissement du Modus Vivendi provisoirement determine ci-dessus./.

Pnom-penh le 7 Janvier 1946 signe: ALLESSANDRI

Signe:

S.A. MONIRETH"

CORRESPONDED TO CONTRACT ONLY